



Après l'incendie de Grenfell, le gouvernement britannique refuse de financer la sécurité des tours de logements

Par [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 14 octobre 2017

[wsws.org](#) 13 octobre 2017

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

Partout dans le pays, des milliers de personnes vivent dans des bâtiments dangereux, tant dans le secteur public que privé, en raison de l'inaction criminelle du gouvernement et des collectivités locales.

Après l'incendie de la Tour Grenfell, il a été révélé que rien qu'en Angleterre, au moins 228 immeubles de grande hauteur (plus de 18 mètres), sont des pièges mortels potentiels. Ils ont tous le même revêtement en matériau composite d'aluminium (ACM), identique ou similaire, qui était un facteur central dans la transformation d'un petit incendie de cuisine dans un appartement au quatrième étage en un embrasement de tout le bâtiment de 24 étages.

Ce n'est que la partie visible de l'iceberg, avec environ 30 000 bâtiments - de tous types et de toutes tailles - à travers le Royaume-Uni ayant un revêtement similaire.

Après l'incendie, le gouvernement conservateur a été contraint d'ordonner aux municipalités et aux acteurs du logement social de dresser des listes de bâtiments jugés dangereux. Le gouvernement avait affirmé que des fonds seraient disponibles pour les municipalités en difficulté financière - dont les budgets ont été réduits, dans certains cas de 50 pour cent au cours de la dernière décennie - pour terminer les travaux de réparation.

C'était un mensonge. Les municipalités sont confrontées à des factures qui se chiffrent en dizaines de millions de livres pour enlever et remplacer le revêtement inflammable. De plus, aucun argent n'a été mis à disposition pour aider à financer l'installation de systèmes de gicleurs, malgré le fait que les pompiers insistent sur le fait qu'ils sont essentiels pour empêcher la propagation des incendies dans les tours.

Même une tour adjacente à la tour Grenfell a été diagnostiquée comme étant dangereuse. Une enquête menée par la station de radio LBC, dans laquelle l'expert en sécurité incendie Arnold Tarling a inspecté le bâtiment, a trouvé « des vides d'ordures précaires sur tout la hauteur du bâtiment ; les escaliers de secours avec des portes coupe-feu si lourdes et grippées, qu'ils étaient inaccessibles aux personnes handicapées ; et des portes coupe-feu qui sont inflammables. »

Selon le Service des communes et des collectivités locales (DCLG), 31 collectivités locales ont demandé un financement du gouvernement pour effectuer des travaux de réparation.

Un article du *Guardian* a rapporté que le DCLG tient des discussions avec seulement six collectivités alors que « d'autres ont été invités à fournir des informations supplémentaires sur la nature essentielle des travaux qu'elles souhaitaient entreprendre ».

Dans la ville de Salford, dans le nord-ouest de l'Angleterre, la municipalité travailliste a emprunté 25 millions de livres pour financer l'enlèvement de revêtements inflammables de tours neuves que les tests ont désignées comme n'ayant « aucune propriété coupe-feu ». La municipalité a contacté le gouvernement au sujet d'un financement pour les travaux sans obtenir une réponse positive.

De milliers de grandes tours au Royaume-Uni ne disposent pas de systèmes de gicleurs installés, car cela n'est une obligation réglementaire que depuis 2007, et seulement pour les nouvelles constructions de plus de 30 mètres de haut, en Angleterre. La législation ne s'appliquait pas aux tours anciennes. On estime que seulement 2 % des tours en Angleterre ont des systèmes de gicleurs.

À la suite de la catastrophe de Grenfell, les pompiers à l'échelle du pays ont insisté sur le fait qu'il fallait installer des systèmes de gicleurs dans toutes les tours existantes pour prévenir de futures catastrophes. Le mois dernier, Paul Atkins, un expert en sécurité incendie qui témoignera à l'enquête sur Grenfell, a déclaré à la BBC : « Si les résidents de Grenfell bénéficiaient d'un système de gicleurs, le feu aurait été circonscrit avant d'atteindre le revêtement. [...] À ce jour, personne n'a jamais trouvé la mort dans un incendie avec un système de gicleurs dans l'habitation, donc la preuve de leur utilité est faite. Vous avez 99 pour cent de chances de survivre. »

Selon Atkins, l'installation d'un système de gicleurs dans la tour Grenfell aurait coûté entre 500 000 et 700 000 £.

Selon le *Guardian*, au moins quatre municipalités – Westminster, Croydon et Wandsworth à Londres et Nottingham dans l'est des Midlands – se sont vus refusées des fonds du gouvernement central pour financer les systèmes de gicleurs. La municipalité de Nottingham a proposé d'installer des gicleurs dans 13 tours à un coût de 6,2 millions de livres. En démontrant le mépris criminel de l'élite dirigeante quant à la sécurité de milliers de résidents de logements sociaux, le ministre du logement Alok Sharma leur a déclaré sans ambages que l'argent ne serait pas débloqué car « Les mesures de sécurité incendie que vous décrivez sont plutôt supplémentaires qu'essentiels. »

Après l'incendie de Grenfell, le gouvernement a demandé aux collectivités locales et aux associations de logements sociaux de mener des enquêtes sur la sécurité des leurs immeubles, mais les propriétaires privés de tours n'étaient pas obligés de le faire. Les propriétaires privés de développements immobiliers de moins de 18 mètres de hauteur en sont exonérés de toute responsabilité.

En juin, le DCLG a dit qu'il allait simplement « proposer aux propriétaires privés d'immeubles résidentiels [en Angleterre seulement] l'occasion de tester les revêtements [mis] sur des tours de plus de 18 mètres de haut ». Une lettre envoyée aux propriétaires privés a déclaré : « Si vous souhaitez bénéficier de cette offre, vous devrez soumettre des échantillons pour les tests » et « Découper deux échantillons d'au moins 250 x 250 mm de chaque site échantillonné ». Ces échantillons devaient ensuite être envoyés au centre d'essais dans une enveloppe à bulles !

Tous les partis politiques sont impliqués.

L'Écosse est gouvernée par le Parti national écossais (SNP) et, pendant les décennies précédentes, par les autorités locales dirigées par le Parti travailliste.

Le mois dernier, il s'est avéré que des revêtements combustibles avaient été installés sur de nombreuses tours privées dans la ville de Glasgow, où les résidents n'en avaient pas été informés.

Au début 57 tours ont été identifiées comme dangereuses, avant que ce chiffre ne soit réduit à 19 sans explication. Ce n'est qu'à la fin du mois de septembre que les résidents des 19 tours ont même été informés qu'ils vivaient dans des immeubles équipés de revêtements inflammables.

La municipalité de Glasgow, gérée par le SNP, a refusé d'identifier publiquement ni les 57 tours concernées à l'origine ni les 19. Cependant, la semaine dernière, le *Evening Times* a rapporté que trois des tours privées sont situées à Glasgow Harbour. Deux des tours contiennent 273 m² de revêtement et une autre tour plus petite, 37 m².

En 2005, [suite à l'incendie de la Tour Irvine en 1999](#) [article en anglais], des règlements ont été adoptés par le gouvernement écossais, alors sous contrôle du Parti travailliste, disposant que tous les matériaux utilisés pour « le revêtement extérieur et les cavités associées » devaient être ininflammable et que l'ensemble du système devrait être coupe-feu. Cependant, cette condition n'a pas été imposée aux tours construites et isolées avant cette date, ce qui signifie que la sécurité de nombreux locataires et propriétaires de logements sociaux et de tours privées reste menacée.

Dans la ville de Slough, la municipalité a été contrainte de prendre possession de la propriété privée de Nova House - à un coût pour le Trésor public qui n'a pas été révélé - après avoir échoué à deux tests de sécurité. La tour abrite 200 habitants et possède un revêtement combustible ACM. On estime que le coût de la remise aux normes de sécurité est de 1 million de livres, alors que la municipalité a déclaré que le propriétaire privé précédent, Ground Rents Estates 5 Limited, n'avait pas « la capacité de faire ce qui est nécessaire ».

Depuis le 27 septembre, un camion de pompiers a été stationné en permanence - au frais de la municipalité - sur le parking à proximité de la tour.

Comme pour la tour Grenfell, il semble que la réduction des coûts ait été impliquée dans la pose du revêtement, car le revêtement prévu à l'origine, qui aurait respecté les contrôles de sécurité, n'a pas été utilisé.

Près de quatre mois après l'incendie de la tour Grenfell et un mois depuis le début de l'enquête gouvernementale sur la catastrophe, aucune personne n'a été inculpée et encore moins arrêtée pour un crime dans lequel des dizaines de personnes ont périés.

La police du Grand Londres n'a pas dit un mot au sujet de son « enquête criminelle » depuis le 19 septembre quand elle a dit que les officiers continueraient à travailler dans la tour après le début de l'année prochaine et ouvriraient seulement une autre enquête policière sur Grenfell lorsque celle-ci serait terminée.

Des centaines de survivants de l'incendie restent dans des logements temporaires, avec

seulement 10 ménages sur 203 qui ont été relogés définitivement.

Robert Stevens

Article paru en anglais, WSWS, le 13 octobre 2017

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Robert Stevens](http://RobertStevens.com), wsws.org, 2017

Articles Par : [Robert Stevens](http://RobertStevens.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca